

# CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES : LE CHOC DE SIMPLIFICATION

5 ACTIONS URGENTES POUR SIMPLIFIER  
LE SYSTÈME ET LIBÉRER LA CRÉATION  
DE NOS CERTIFICATIONS



MEDEF COLLECTION  
PROPOSER

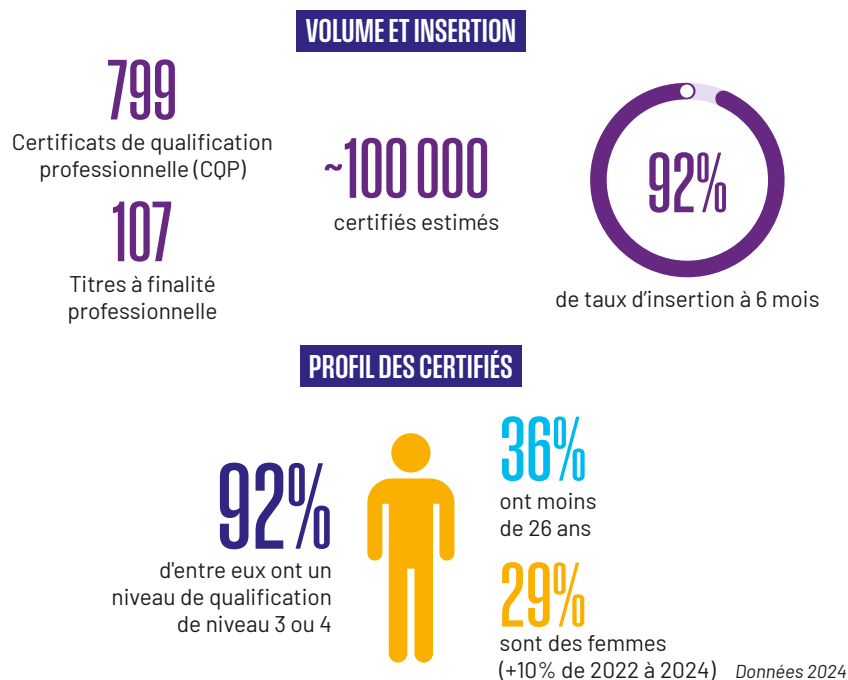
Mouvement  
des **Entreprises**  
de **France** 

# LES CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES : UN LEVIER MASSIF POUR L'INSERTION

101 branches professionnelles portent des certifications.

Elles garantissent ainsi une large couverture des métiers accessibles par la formation et une adéquation renforcée avec les besoins des entreprises.

## Les certifications de branche, un moteur d'inclusion sociale et d'accès à l'emploi



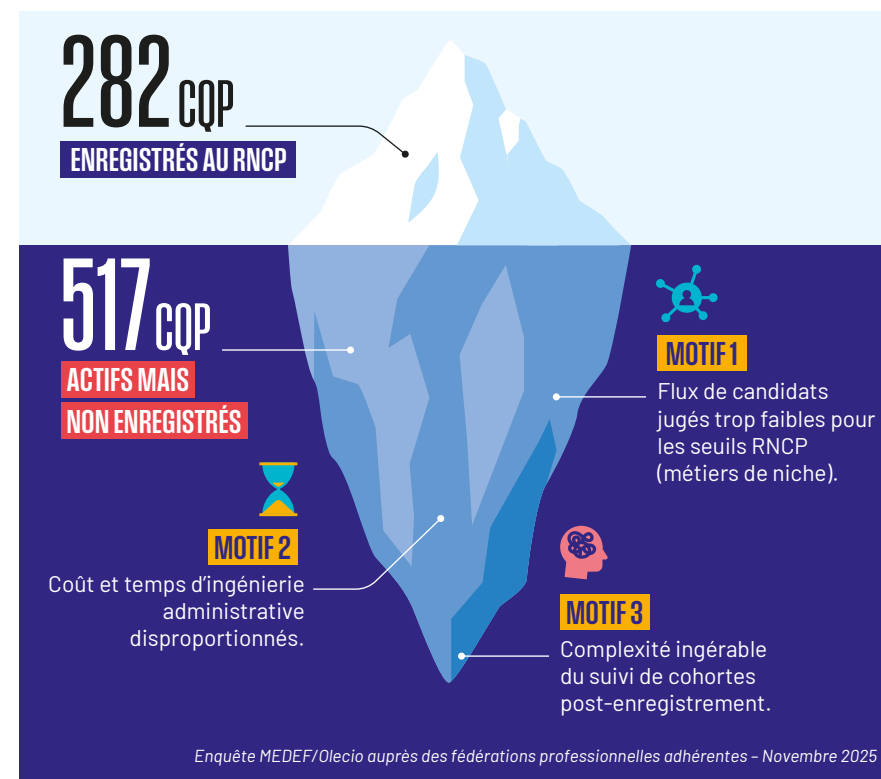
➔ Les certifications de branche sont un tremplin direct vers l'emploi, notamment pour les jeunes, les moins qualifiés et de plus en plus, pour les femmes.

# MAIS AUJOURD'HUI, UN SYSTÈME TROP COMPLEXE AU COÛT RÉDHIBITOIRE

Près de deux tiers des CQP et plus de la moitié des certifications de branche sont exclus des répertoires nationaux.

La raison ? Des exigences d'enregistrement devenues trop complexes, inadaptées et coûteuses.

## Pourquoi 2 certifications sur 3 sont exclues des répertoires nationaux ?



➔ Ces 517 CQP ne sont pas enregistrés, mais restent reconnus par les entreprises et intégrés aux conventions collectives. Cette situation réduit néanmoins considérablement leur accès aux fonds publics, et donc leur financement.

## Le prix de la complexité

Face à l'inflation administrative et à la baisse des budgets des OPCO, **le système actuel n'est plus viable à court terme pour de nombreuses branches.**

Le risque ? Un désengagement de ces branches et une offre globale de certifications qui se raréfie.

**50 000 €**

Coût moyen pour maintenir une certification RNCP

**75%**

des branches indiquent que le coût de gestion d'une certification a augmenté de + 20% à + 50% depuis 2018




**58%**

investissent dans des outils de gestion supplémentaires




➔ Pour maintenir leurs certifications, les branches doivent mobiliser des ressources croissantes qui ne sont plus consacrées au développement des compétences et à la promotion des métiers.

## LE PARADOXE DE LA CERTIFICATION EN FRANCE

### UN ACTIF STRATÉGIQUE INCONTESTABLE

-  Près de 100 000 certifiés annuels.
-  Taux d'insertion dépassant 90%.
-  Une réponse directe aux métiers en tension.

### UN SYSTÈME DÉSÉQUILIBRÉ PAR LA CONFORMITÉ

-  L'inflation administrative\* fragilise l'ingénierie.
-  Fait exploser les coûts de gestion.
-  Pousse 65% des CQP hors des répertoires officiels.

\* (Décrets 2025-500 et 800)

➔ Le risque est clair : privilégier la conformité administrative plutôt que la réponse aux besoins des métiers.

## LA VISION DU MEDEF : REPLACER L'ÉCONOMIE ET LES RÉALITÉS DU TERRAIN AU CŒUR DE LA RÉGULATION

**Pour mettre fin aux blocages, le MEDEF porte une ambition claire :** replacer la réalité économique au centre du jeu. Notre feuille de route s'appuie sur 3 piliers puissants : **une vision collective et partagée, une procédure simplifiée et agile, une répartition des rôles claire et efficace...**

- ➔ **AFFIRMER** l'équivalence de droits entre ministères certificateurs et branches professionnelles et organiser une révision collégiale de l'ensemble du système
- ➔ **ALLÉGER** les procédures, intégrer des mises à jour continues des référentiels et exploiter les bases de données publiques existantes
- ➔ **SÉCURISER** le système à travers une répartition claire des rôles : la branche certifie la compétence et non les moyens pédagogiques mobilisés pour la développer



Nous appelons à une régulation **plus proportionnée, plus lisible et plus cohérente** avec les réalités des métiers.

Olivier Faron,  
Responsable du Pôle compétences, formation, jeunesse du MEDEF



# 5 ACTIONS URGENTES POUR AU CŒUR DES ENJEUX DE

01

## LISIBILITÉ

Articuler enfin diplômes publics et certifications de branche à tous les niveaux, grâce à une révision collégiale entre l'État et les acteurs de terrain.

**Objectif :** garantir une couverture de l'ensemble des métiers existants et favoriser leur accès à tous les publics concernés.

02

## ÉQUITÉ

Créer un statut officiel de « certificateur de branche » pour sanctuariser son rôle de garant des référentiels métiers et établir l'équivalence de droits entre CPC et CPNEFP en matière de certification.

**Objectif :** remettre le monde économique au cœur de la définition du besoin en compétences.

03

## ÉGALITÉ

Ouvrir l'apprentissage à l'ensemble des certifications validées par une CPC ou une CPNEFP.

**Objectif :** élargir l'accès aux jeunes des certifications de branche menant notamment à des métiers en tension.

# REMETTRE LA COMPÉTENCE CERTIFICATION

04

## AGILITÉ

Instaurer des référentiels évolutifs pour adapter immédiatement les certifications professionnelles aux exigences induites par les transitions écologiques et technologiques.

**Objectif :** adapter en continu l'offre de formation aux grandes transformations qui impactent les entreprises.

05

## SIMPLICITÉ

Intégrer systématiquement les données administratives publiques pour mesurer les bénéfices des certifications en matière d'insertion et plus largement d'employabilité.

**Objectif :** réduire le délai entre un besoin en compétences constaté au sein d'une entreprise et sa traduction en référentiel de certification.

“ La certification professionnelle doit redevenir un outil au service des **compétences**, de l'**emploi** et de la **compétitivité**.

Patrick Martin,  
Président du Mouvement des entreprises de France

”

Mouvement des entreprises de France  
55 avenue Bosquet - 75007 Paris  
Tél. : 01 53 59 19 19



[www.medef.com](http://www.medef.com)



MEDEF



@medef



MEDEF

| JUIN 2026 |